



Bulletin de la **DOCUMENTATION** **ÉCOLOGIQUE VOIRONNAISE** pour **L'HISTOIRE DE L'ENVIRONNEMENT** **ET L'ÉCOLOGIE DANS LE MONDE**

Editorial : Un très récent sondage en France montre que l'environnement est une préoccupation majeure de l'opinion. Si la première préoccupation est celle du pouvoir d'achat (54%), la suivante est donc celle de l'état de l'environnement (34%), suivi ensuite de la santé à 26%, puis de la sécurité à 18%. Il y a désormais consensus sur la réalité du changement climatique, même si tout le monde ne s'accorde pas sur les causes du réchauffement. Les Français, en tout cas, se disent prêts à modifier leur mode de vie (69%)... Une révolution ? En tout cas, cet hiver, il faudra bien s'adapter en réalité !



Sommaire :

page 2 - Abeilles (suite)

page 3 - Effet de serre (suite)

page 4 - Nicolas Hulot (suite)

page 5 – L'EPR (European Pressurised Reactor) (suite)

page 6 – **Prédictions de Nostradamus**
à tendances catastrophiques

L'EUROPE SE FÂCHE



LA fée ÉCOLOGIQUE ...

**VA FAIRE DISPARAÎTRE
DES EMPLOIS ...**



Documentation Ecologique Voironnaise
32-34 rue Vaucanson Rez-de-chaussée
38500 VOIRON

Les visites se font sur rendez-vous
utiliser le mail
gaby.rajon@gmail.com



ABEILLES
ch 5 - abeilles et humains même combat (suite)

20 novembre 2019..... Même restreints, les néonicotinoïdes persistent. Une étude montre la rémanence de ces pesticides, y compris sur des cultures non traitées et dont ils ont été bannis. L'effet délétère des pesticides «tueurs d'abeilles» ne cessera pas avec leur retrait du marché. Les désormais fameux néonicotinoïdes persistent en effet dans l'environnement et imprègnent des cultures non traitées, plusieurs années après avoir été interdits, à des niveaux demeurant dangereux pour les abeilles et les pollinisateurs sauvages - parfois à des concentrations plusieurs dizaines de fois supérieures à celles de cultures traitées. Ce sont les conclusions saillantes d'une étude française à paraître le 28 novembre dans la revue *Science of the Total Environment*. Des résultats qui s'inscrivent dans la lignée de publications montrant la dispersion et la persistance dans l'environnement des «néonics», et qui prennent toute leur importance à la lumière des récents travaux indiquant un effondrement accéléré des populations d'insectes dans les campagnes des pays du Nord. Les auteurs, conduits par Dimitry Wintermantel (INRA, CNRS) et Vincent Bretagnolle (CNRS), chercheurs au Centre d'études biologiques de Chizé (CNRS, université de La Rochelle), ont analysé du nectar et du pollen prélevés sur quelque 300 parcelles de colza, réparties sur la zone atelier Plaine et Val de Sèvre, une plaine céréalière de 450 km² utilisée à des fins de recherche sur les liens entre pratiques agricoles et écosystèmes. Plusieurs centaines d'échantillons ont été prélevés sur ces champs entre 2014 et 2018, c'est-à-dire après la mise en place du moratoire de 2013 interdisant l'utilisation des trois principales molécules (imidaclopride, thiaméthoxame, clothianidine) sur les cultures visitées par l'abeille, comme le colza, le tournesol ou encore le maïs. Résultat: malgré ces interdictions d'usage, les chercheurs retrouvent des traces de «néonics» dans 43% des échantillons de colza analysés, l'imidaclopride étant de loin la substance la plus fréquente. Plus étonnant, aucune tendance à la baisse n'est observée. En 2014, on retrouvait de l'imidaclopride dans environ 70% des parcelles, ce taux chutant à seulement 5% l'année suivante, pour remonter à plus de 90% en 2016, descendre à 30% en 2017 pour remonter encore, cette fois autour de 55% en 2018. Dans leur grande majorité, les taux de contamination des pollens et nectars testés sont inférieurs à 1 partie par milliard (ppb). Mais les concentrations peuvent aussi être spectaculaires. En 2016, en deux occasions, les chercheurs ont trouvé plus de 45 ppb d'imidaclopride dans les échantillons testés. Plus de cinq fois la concentration de produit attendue dans le nectar ou le pollen de colza traité. Le risque est-il réel ? Les auteurs répondent par l'affirmative. Après avoir utilisé un modèle simulant le risque de mortalité pour trois types d'abeilles (domestiques, bourdons et abeilles solitaires), ils estiment qu'au cours des deux pires années -2014 et 2016-, 12% des parcelles étaient assez contaminées pour tuer 50% des abeilles domestiques s'y aventurant. Jusqu'à 20% des champs conduisent à la mortalité de la moitié des bourdons qui y butinent. Ces deux mêmes années, environ 10% des parcelles présentent un tel risque pour les abeilles solitaires. «Nous avons utilisé un modèle conservateur. celui de l'Autorité européenne de sécurité des aliments, précise M. Bretagnolle. Celui-ci ne tient compte que de la mortalité induite par le produit pur, et non des effets de synergies possibles avec des pathogènes naturels ou d'autres pesticides présents sur la parcelle. Il n'évalue pas non plus les effets sublétaux.» Ces effets, non directement mortels, peuvent survenir chez certains pollinisateurs dès la consommation régulière de nectar ou de pollen contaminés à hauteur de 0,1 ppb - soit plus de 400 fois moins que les plus hautes concentrations retrouvées par les chercheurs français. Ces effets peuvent affecter la fertilité, l'immunité ou encore les capacités d'orientation des individus et ainsi éroder, année après année, les populations de pollinisateurs. « Ces résultats sont doublement alarmants, estime l'écologue Fabrice Helfenstein, qui n'a pas participé à ces travaux. D'abord parce qu'ils montrent que la fréquence de détection de ces produits est élevée, ensuite parce qu'on ne constate pas de déclin, dans le temps, de cette fréquence de détection et de leur concentration dans l'environnement». Les chercheurs français ont cherché des éléments de réponse à cette énigme: ils constatent, notamment, que les années pluvieuses coïncident avec l'étendue de la contamination des parcelles. «Il est plausible que ces substances, qui sont solubles dans l'eau, sont remobilisées en cas de fortes pluies, et redistribuées sur des parcelles n'ayant pas nécessairement été traitées l'année précédente », dit M. Bretagnolle. Les néonicotinoïdes étant des molécules dites «systémiques» (qui imprègnent tous les tissus de la plante), elles peuvent être réabsorbées par la végétation poussant sur des sols contaminés. Un constat étayé par plusieurs travaux récents, montrant notamment que le nectar et le pollen des fleurs sauvages poussant aux marges des parcelles traitées sont une voie d'exposition importante des abeilles à ces produits. En dépit du caractère frappant de ces résultats, M. Helfenstein se dit «peu étonné». «Vu le caractère massif de leur utilisation au cours des dernières années, principalement en traitement préventif des semences, on peut s'attendre à trouver des néonicotinoïdes dans tous les paysages où ils ont été utilisés », dit-il. L'écologue parle en connaissance de cause: il a dirigé des travaux analogues publiés en mars dans le *Journal of Applied Ecology*, conduits par plusieurs chercheurs de l'université de Neuchâtel (Suisse). Avec des conclusions allant dans le même sens. Ces chercheurs ont tenté d'évaluer la présence des principaux «néonics» sur des parcelles conventionnelles, biologiques ou dans des zones d'intérêt écologique (bocages, prairies, etc.), soumises à des mesures de préservation environnementales strictes. Les chercheurs avaient collecté plus de 700 échantillons de sols et de végétations prélevés dans des exploitations ou des propriétés de l'ensemble des régions de basse altitude de la Confédération helvétique. Tous les échantillons d'exploitations conventionnelles contenaient au moins un «néonic», tandis que 93% de ceux prélevés sur des fermes «bio» en contenaient également. Et ce, alors que les exploitations en question étaient converties depuis au moins dix ans. (...),

(suite au n° suivant)



EFFET DE SERRE

Ch 18 - CONFERENCE DE NAIROBI (KENYA) COP 12 (suite)

20 février 2007..... Les ministres européens de l'environnement s'accordent pour que l'UE réduise ses émissions de CO2 afin de lutter contre l'effet de serre. Ils jugent que les pays développés devraient réduire leurs émissions de l'ordre de 30% d'ici à 2020 par rapport à 1990, en accord avec le GIEC. Ils n'adopteront cet objectif qu'à condition que tous les pays industrialisés s'engagent à des réductions d'émissions comparables et que les pays en voie de développement les plus avancées y contribuent selon leurs responsabilités et possibilités respectives. Sinon, l'UE réduira néanmoins d'au moins 20% ses émissions.

Mars 2007..... L'homme a dérégulé le climat pour des siècles : Le réchauffement climatique pourrait atteindre 3°C d'ici à 2100. Et cela même si l'homme stabilise ses émissions de gaz à effet de serre, dont le rôle, crucial, est confirmé. Les climatologues du GIEC ont publié le premier volet de leur quatrième rapport, un «résumé à l'intention des décideurs » à la tonalité plus pessimiste que jamais. Soumis à fortes pressions, critiqués par les sceptiques, ils ont détaillé comment, depuis leur rapport de

2001, ils ont amélioré et étendu les données et affiné les modèles, notamment grâce à une couverture géographique plus large, une plus grande variété de mesures, une meilleure compréhension des incertitudes. Voici leurs observations et leurs scénarios pour le futur. Le rapport a été signé début février par plus d'une centaine de pays après que chaque terme en a été pesé. C'est officiel : avis de gros temps sur la planète ! Il y a de nouvelles certitudes : 1) le réchauffement est en cours. «Onze des douze dernières années figurent au palmarès des douze années les plus chaudes depuis que l'on dispose d'enregistrements (1860) », note le rapport. Autres observations : les températures de l'atmosphère - basse et haute - augmentent à des vitesses comparables à celles de la surface, selon de nouvelles mesures par ballons et par satellites. Depuis 1961, la température moyenne de l'océan mondial a crû et ce jusqu'à des profondeurs d'au moins 3000 mètres, provoquant une expansion de l'eau. Résultat : le niveau de la mer a monté de 1,8 mm par an entre 1961 et 2003. Le phénomène s'est accéléré pour atteindre 3,1 mm par an de 1993 à 2003. Enfin, le volume des glaciers et des calottes glaciaires diminue partout sur Terre. 2)... et il devrait atteindre 3°C : «Le réchauffement moyen attendu si les concentrations de CO2 [dans l'atmosphère] devaient se situer à 550 ppm [parties par million] est probablement dans la fourchette de 2 à 4,5°C au-dessus des valeurs pré-industrielles, avec une estimation centrale de 3°C. » Cette projection paraît la plus raisonnable, compte tenu du fait que la concentration de gaz carbonique dans l'atmosphère dépasse actuellement les 380 ppm et grimpe de 2 ppm par an, et qu'il paraît illusoire de stopper les pays en voie de développement dans leur course au progrès. Dans le meilleur des cas, le réchauffement sera de 1,5°C au minimum, mais pourrait au pire frôler les 6°C. Il y a 9 chances sur 10 que l'homme soit responsable. L'impact du rayonnement solaire a été revu à la baisse depuis le précédent rapport. «L'essentiel de l'augmentation des températures moyennes observée depuis le milieu du XXe siècle est très vraisemblablement dû à l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre engendrées par l'homme », relèvent les experts. Les mots «engendrées par l'homme» sont un ajout des scientifiques par rapport à 2001, accepté après de rudes négociations avec les administrations chinoise et américaine. Très liée à l'industrie du pétrole, cette dernière a exercé ces cinq dernières années 435 cas de censure sur des scientifiques des organismes de recherche d'Etat, selon l'Union of Concerned Scientists (UCS). Elle voulait les contraindre à expurger leurs rapports de ces termes. Mais comment nier désormais ? L'accroissement annuel de concentration en CO2 a été plus grand pendant les dix dernières années que depuis le début des mesures directes continues dans l'atmosphère - dans les années 1960. 3) On peut prévoir l'évolution du climat : Les simulations informatiques de l'évolution du climat sont plus fiables : «Elles avaient prévu en 1990 un réchauffement de 0,15 à 3°C par décennie, de cette date à 2005. Cela peut maintenant être comparé avec les valeurs observées d'environ 0,2°C par décennie, renforçant la confiance dans des projections à court terme. » La précision géographique a aussi augmenté : le réchauffement le plus important est attendu sur les terres émergées et aux latitudes élevées, le moins important devrait apparaître dans l'océan Indien et dans certaines parties de l'Atlantique Nord. Les simulations prédisent une diminution des glaces de mer dans l'Arctique comme dans l'Antarctique, la glace pouvant même disparaître totalement en été en Arctique. La compréhension de la répartition des pluies s'est aussi affinée : elles augmenteront aux latitudes élevées et se raréfieront dans les régions émergées subtropicales. De nouvelles craintes apparaissent : 1) les événements extrêmes vont se multiplier : Il est probable que les canicules, les fortes précipitations deviendront plus fréquentes. Enfin, «il est vraisemblable que les cyclones tropicaux futurs, ainsi que les typhons, deviendront plus intenses ». Un point qui, jusqu'à maintenant, restait discuté. 2) la mer va monter : Si le réchauffement s'établit entre 1,7°C et 4°C en 2100, la mer pourrait monter de 0,28 à 0,43 m. Mais cette projection semble optimiste : en effet, les modèles du GIEC ne prennent pas en compte le fait que les glaciers du Groenland fondent plus vite. 3) La mer montera peut-être de plusieurs mètres : Le risque de voir la machine thermique et hydrique s'emballer au-delà d'une hausse du seuil critique de 2°C inquiète nombre de chercheurs. Les données paléoclimatiques montrent qu'une augmentation de 3°C peut provoquer des modifications drastiques de l'environnement. «Le niveau moyen des mers lors de la dernière période interglaciaire [il y a 125 000 ans] était vraisemblablement de 4 à 6 mètres plus élevé que pendant le XXe siècle, dû principalement au retrait des glaces polaires. Les carottes de glace indiquent qu'à ce moment-là, la température moyenne était de 3 à 5°C plus chaude qu'au XXe siècle ». Cri d'alarme : C'est parti pour durer, voire s'aggraver. Pour stabiliser la concentration de CO2 à 450 ppm - un niveau qui limiterait l'impact négatif du changement climatique -, il faudrait réduire les émissions annuelles de gaz carbonique de 25 milliards de tonnes (le niveau actuel) à 18 milliards, une diminution de plus d'un quart. Quoi qu'il en soit, la poursuite des émissions de gaz à effet de serre, même stabilisées, provoquera au XXIe siècle un réchauffement supplémentaire. «Les émissions passées et futures de CO2 continueront à contribuer au réchauffement et à l'élévation du niveau de la mer pendant plus d'un millénaire, en raison des échelles de temps nécessaires pour retirer ce gaz de l'atmosphère », admettent les chercheurs. Il faudra s'adapter ou périr. Erosion des côtes, écosystèmes fragilisés, ressources menacées, dégâts météo aggravés... Deux autres groupes du GIEC planchent sur les conséquences du changement climatique et leur possible atténuation ainsi que sur notre nécessaire adaptation. LeUR résumé sera publié en avril. (suite au n° suivant)

émission du méthane



NICOLAS HULOT

9- Ministre

de l'environnement (suite)

21 décembre 2017..... Nicolas Hulot affirme avoir découvert les conclusions des États généraux de l'alimentation dans le dossier de presse qui lui est transmis aujourd'hui. «Travert (ministre de l'agriculture) et Philippe (le Premier ministre) ont tout fait dans leur coin, peste-t-il auprès de ses proches. Ils n'ont tenu compte de ce que j'avais demandé. Ils minorent mon apport, mon rôle n'est pas suffisamment pris en compte ». Et Hulot de conclure : « dans ces conditions, je n'allais pas faire tapisserie aux côtés du Premier ministre ! ».

22 décembre 2017..... Sur l'agriculture, le compte n'y est pas, mais Nicolas Hulot n'envisage pas pour autant de démissionner. Revenant, de manière un peu chaotique sur son absence à la clôture des États généraux de l'argumentation, le ministre de la transition écologique regrette les limites de ces échanges. Des limites qui ne constituent pas cependant selon lui une ligne rouge qui le conduirait à se désolidariser du gouvernement d'Édouard Philippe. Hulot était à l'origine



de ce grand rendez-vous entre producteurs, distributeurs et consommateurs autour de l'alimentation dont l'objectif était double : Assurer un meilleur revenu aux agriculteurs, et amorcer la transition de notre modèle agricole vers une agriculture plus respectueuse de l'environnement et de la santé. Le premier objectif est rempli avec des mesures concrètes pour les agriculteurs. Mais les mesures relevant plutôt de Hulot ne sont pour l'instant que des objectifs renvoyés à une loi qui devra être présentée en 2018. Pour Hulot, le travail fourni par les États généraux de l'alimentation est considérable, mais il ne constitue pas un aboutissement. Au mieux, c'est un point de départ il faudra continuer à accompagner pour que les objectifs de réduction des pesticides ou de développement de la surface de l'agriculture biologique trouvent une traduction politique à la hauteur. Ainsi, Hulot poursuit son exercice d'équilibriste pour faire avancer ses convictions dans un gouvernement qui ne les partage pas toujours.

23 décembre 2017..... Des États généraux de l'alimentation décevants pour Nicolas Hulot : Pour le ministre de la transition écologique et solidaire «le compte n'y est pas ». Déception aussi du côté des ONG. L'absence de Nicolas Hulot, lors de la clôture des États généraux de l'alimentation (EGA), jeudi 21 décembre, a jeté une ombre sur la conclusion de six mois de débats, que de nombreux participants de tout bord (organisations agricoles, associations de défense de l'environnement, professionnels du secteur...) ont jugés intéressants. Pour le ministre de la transition écologique et solidaire, «le compte n'y est pas ». «Ce n'était pas suffisamment conclusif et, donc, ce n'était pas pour moi le temps de conclure », a-t-il ainsi expliqué au Monde, jeudi soir. C'est probablement la première fois que Nicolas Hulot - qui a déjà dû digérer des décisions éloignées de ses convictions sur le CETA, le traité de libre-échange entre l'Europe et le Canada, ou encore le nucléaire - manifeste aussi clairement sa différence. «Ce n'est pas un psychodrame, je considère que les conclusions ne sont pas à la hauteur de la qualité du travail extraordinaire et des propositions qui ont été faites dans les ateliers. Je ne vais donc pas aller faire le beau ou aller dire dans un micro que le compte n'y est pas », ajoute-t-il. Pour le ministre, il reste beaucoup de travail à faire. Lors de la conclusion de cette dernière journée des EGA, le premier ministre, Édouard Philippe, n'a-t-il pas déclaré que ces états généraux n'étaient «pas un aboutissement mais un commencement» ? M. Hulot avance qu'il reste le débat autour élu futur projet de loi et la discussion autour de la politique agricole commune (PAC). Les tensions, déjà apparues lors de la préparation de ces états généraux, cet été, entre le ministre de la transition écologique et solidaire et celui de l'agriculture, Stéphane Travert, loin de se résorber, se sont traduites de façon plutôt éclatante. «Il était furieux quand il a lu les conclusions, transmises tardivement par le ministère de l'agriculture. Il ne les trouvait pas raccord avec les déclarations du président de la République lors de la journée des EGA à Rungis [le 11 octobre] », confie-t-on dans l'entourage du ministre. Sur la page d'accueil du site du ministère, la référence aux EGA a d'ailleurs disparu. Il est vrai que la volonté de Nicolas Hulot de faire de ce grand rendez-vous un tremplin pour modifier en profondeur le modèle agricole français a fait chou blanc. «Je considère qu'aujourd'hui, c'était une bonne conclusion du chantier 1 de ces états généraux (consacré aux problématiques de filières et de prix). Il reste à discuter la deuxième partie (sur une alimentation saine, sûre et durable, avec les questions des pesticides, du bio...). Je ne vais donc pas conclure mais prendre le temps », précise le ministre. Ce faisant, l'ancien porte-parole de l'écologie, ex-président de la fédération qui portait son nom, devenue Fédération pour la nature et l'homme (FNH), traduit le malaise des ONG qui ont participé aux débats de ces derniers mois. «On a un agenda des solutions, de nouvelles phases de concertation à venir, mais ce qu'on craignait au début des états généraux s'est réalisé. Le gouvernement nous propose une feuille de route sans objectifs concrets, sans aucune idée des moyens qui lui seront alloués, et la phase 2 des travaux n'a pas été prise en compte», témoigne ainsi Camille Dorioz, responsable agriculture à la Fédération nature environnement. Tout juste, souligne-t-il, les annonces du chef du gouvernement Édouard Philippe sur la possible prise en compte de «l'objectif de 15% de surface agricole utile française en 2022, contre 6% aujourd'hui », ou encore celui «de 50% de produits bio, locaux ou écologiques dans la restauration collective d'ici la fin du quinquennat», qui serait inscrit dans la loi. Pour Camille Dorioz, ce futur projet de loi répond d'abord aux attentes des agriculteurs puisque «sur dix-neuf articles, seize sont consacrés aux questions des filières et de la valeur ». La déception est identique à la FNH. «Alors que le discours d'Emmanuel Macron à Rungis était plutôt encourageant, on ne retrouve quasiment pas d'annonces concrètes, pas d'engagements financiers, mais beaucoup de communication. Rien n'a été retenu des propositions des ateliers », regrette Mathilde Théry, experte sur l'alimentation durable à la FNH. Elle souligne néanmoins quelques points positifs, comme la redevance sur les pollutions diffuses, l'objectif de 50% de produits durables, dont 20% de bio, d'ici à 2022 dans la restauration collective. «Le mot climat n'a même pas été prononcé », observe Mathilde Théry. «Des chantiers sont ouverts, sur les nanoparticules, sur les pesticides, mais rien n'est concret. Nous n'avons aucune garantie sur les objectifs », estime aussi François Veillerette de Générations futures.

(suite au n° suivant)



L'EPR (European Pressurised Reactor)

CH1 – Le nouveau réacteurs (suite)

10 octobre 2003..... Interrogé par le journal Le Monde, sur la question d'une relance du programme nucléaire (par la création de l'EPR), Nicolas Hulot estime qu'il aurait fallu consulter la population avant toute décision. «Je ne serais pas opposé à l'organisation d'un référendum, car les choix qui sont proposés nous engagent durablement. Si la société fait un mauvais choix, elle pourra dire qu'elle l'a fait collectivement » estime le producteur d'émissions de télévision sur la nature, proche de Jacques Chirac. «Dans ce dossier, il aurait été urgent de ne pas prendre de décision, poursuit Hulot. La décision passe au forceps. La population aurait dû avoir le droit à un vrai débat sur l'énergie, où pourraient être énoncés les inconvénients, les avantages, les risques. Il aurait fallu savoir s'il n'y avait pas d'autres option. Avons-nous épuisé tous les gisements d'économie ? ». Du côté du PS, on condamne une véritable parodie de débat sur la politique énergétique, on s'étonne d'une telle annonce à un moment où tous les crédits pour mieux maîtriser l'énergie et accroître la part des énergies renouvelables sont fortement diminués.

CH2 - EPR à Penly ou pas ?

10 octobre 2003..... Selon le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), une dizaine de sites français sont candidats à l'installation du réacteur démonstrateur EPR. La construction se ferait, a priori, comme un réacteur supplémentaire, à côté d'une centrale déjà en fonctionnement. Le réseau Sortir du Nucléaire avait affirmé, en novembre 2002, que le site de Penly (Seine-Maritime) avait déjà été choisi et qu'une lettre en ce sens avait été envoyée par François Roussely, président d'EDF, à des élus locaux. La compagnie avait alors assuré ne pas avoir trace qu'un tel courrier ait été expédié. Mais un responsable local avait affirmé avoir la place disponible et les lignes pour l'accueillir. En juin, le conseil régional Rhône-Alpes a voté une motion demandant que le nouveau réacteur soit installé dans cette cette région, en raison notamment de sa position au coeur de l'Europe. Le président du conseil général de la Manche, Jean-François Le Grand, a aussi exprimé son intérêt pour une installation sur le site de **Flamanville**.

14 octobre 2003..... A la recherche d'une alliance privilégiée, l'ancien premier ministre Laurent Fabius courtise les Verts : il déclare à la télévision, sur France 2, que l'écologie est une idée fondamentale. Puis il se lance dans un long développement sur la nécessité de diminuer la part du nucléaire dans la politique énergétique, avant de déclarer qu'il est contre le réacteur nucléaire de troisième génération, l'EPR.

18 octobre 2003..... Tribune dans le journal Le Monde pour Benjamin Dessus (Global Chance), Corinne Lepage (présidente de CAP 21 et ancienne ministre de l'environnement) et Michèle Rivasi (directrice générale de Greenpeace France) (extraits). La canicule et la catastrophe sanitaire de l'été ont mis en lumière la fragilité du système énergétique français. Le récent débat national sur les énergies lancé par le gouvernement n'en avait jamais fait état. Il a suffi d'une augmentation de quelques degrés pour ébranler nos certitudes quant à la fiabilité et à la disponibilité du système électrique français. Dans un pays qui s' imagine qu'énergie = électricité (équation savamment entretenue par l'administration française et le lobby nucléaire, alors que l'électricité ne représente que 22% de notre consommation d'énergie finale), les Français se sont brutalement émus. On a vu fonctionner à fond les climatisations des bureaux et des voitures. Que s'est-il passé pour que nous fröions ainsi la catastrophe ? Une pointe de consommation électrique inhabituelle en été, dans un contexte de sécheresse (barrages hydroélectriques à moitié vides) et des centrales nucléaires à l'arrêt pour maintenance. Restait donc pour EDF à pousser à leur maximum les centrales restantes disponibles, quitte à prélever encore de l'eau et à réchauffer les fleuves au risque de détruire les écosystèmes. Certains surfent sur la canicule pour proposer la clim pour tous dans les meilleurs délais, et tant pis si cela augmente fortement les besoins en électricité. Alors il faudrait quelques centrales nucléaires de plus. Le lobby nucléaire et la ministre de l'industrie (Mme Fontaine) proposent l'EPR, fleuron de Framatome, qui présente quelques améliorations du PWR censées aboutir à une réduction des coûts. Intrinsèquement, la filière présente les mêmes défauts que sa sœur aînée PWR : mêmes difficultés techniques et économiques à suivre les fluctuations de la demande d'électricité, mêmes problèmes de refroidissement. Mais surtout, mêmes risques d'accident (même si les conséquences sont mieux maîtrisées) et aucune amélioration sensible aux problèmes majeurs (sécurité, protection contre le terrorisme, prolifération nucléaire, question des déchets). Lancer un EPR dans la précipitation serait une lourde erreur. Le nucléaire est très mal adapté pour répondre à des besoins aléatoires comme la clim en été. La généralisation de la climatisation des logements est une aberration économique et écologique. Les études récentes montrent qu'aucune centrale supplémentaire n'est nécessaire avant 2022, même pour le renouvellement du parc nucléaire. La seule raison de l'EPR maintenant est essentiellement la volonté de placer Framatome en bonne place sur le marché international (pourtant atone) et maintenir la compétence de ses ingénieurs. Ne prenons pas cette décision dans l'urgence car ce choix sera lourd de conséquences (même pour EDF d'ailleurs).

(suite au n° suivant)

Rappel : les bulletins DEV précédents sont consultables sur <https://voironnais.eelv> ; Si vous ne souhaitez plus recevoir ce bulletin, il suffit de le demander par retour de mail ;

Prédictions de Nostradamus à tendances catastrophiques

L'astrologue provençal Michel de Nostredame est né le 14 décembre 1503 et il est mort le 2 juillet 1566 en France. Il fait des études à Avignon, puis à Montpellier, mais ses capacités astrologiques lui créent des soucis avec les institutions, ainsi que l'épidémie de peste. Apothicaire et médecin, il voyage en France, en Italie, traitant les malades de la contagion. Dans ses publications, il traite des plantes, des maladies, mais aussi des prophéties. Une de ses prophétie sur le roi Henri II (mort lors d'un tournoi) va se vérifier et rend l'astrologue célèbre, mais il craint aussi pour sa vie. Voici des quatrains qui interrogent les écologistes : Toutes les nombreuses prophéties annoncent des malheurs.



NOSTRADAMUS

«Les fugitifs, feu du Ciel sus les piques, ----->----- «Les habitants fuiront sous les feux du ciel.
Conflict prochain des corbeaux s'esbatans : Le conflit à venir fera s'abatre les corbeaux (charognards)
De terre on crie, aide, secours celiques, Depuis la terre on criera et on demandera les secours du ciel
Quand près des murs seront les combattants ». Quand les combattants s'approcheront des villes ».

«Je pleure Nisse, Mannego, Pize, Gennes ----->----- «Je pleure Nice, Monaco, Pise, Gênes,
Savone, Sienne, Capue ,Modene, Malte : Savone, Sienne, Capoue, Modène, Malte :
Le dessus sang, et glaive par estrennes Couvertes de sang par les armes
Feu trembler terre, eau, malheureuse nolte ». Feu et bombardements, séismes et inondations, notre malheur ».

«Erins, Antibor, villes autour de Nice, ----->----- «Îles de Lérins, Antibes, villes autour de Nice,
Seront vastées fort par mer et terre : Seront dévastées par mer et terre :
Les saturelles terre et mer vent propice, Les milliers de soldats envahissent par voie de terre et mer,
Prins, morts, troussiez, pillez, sans loy de guerre ». Les prisonniers sont tués, volés, pillés, sans lois de guerre ».

«Sol vingt de Taurus si fort terre trembler ----->----- «Entre le 20 avril et le 20 mai, la terre tremblera si fort
Le grand théâtre remply ruina : Qu'un grand théâtre rempli s'effondrera :
L'air, ciel et terre obscurcir et troubler, L'air, le ciel et la terre seront obscurcis et troublés,
Lors l'infidèle Dieu et saints vaquera ». Alors l'infidèle invoquera Dieu et les saints. »

«Planure, Ausonne fertile, spatieuse, ----->----- Dans la plaine fertile et spacieuse d'Italie,
Produira taons si tant de sauterelles, On amènera tant de bombes et d'avions,
Clarté solaire deviendra nubileuse, Que la clarté du ciel s'assombriera,
Ronger le tout grand peste venir d'elles ». Une calamité viendra de ces armes et rongera tout ».

CENTURIE X , QUATRAIN LX.
Je pleure Nice, manège pise et Gènes,
Savonne, Sienne, Capoue, Modène, Malthe,
Le dessus sang et glaive par étrennes.
Feu, trembler terre, eau. Malheureuses notes.
On se rappelle facilement que ce fut vers le mois de janvier 1799, que le général Cham-pionnet fit la conquête de toute l'Italie, qu'il chassa le Roi de Sardaigne, le Grand Duc et le

Roi de Naples, et que la guerre couvrit de sang toute cette contrée.
Le dessus sang et glaive par étrennes.
Actuellement le volcan donne des symptô-mes effrayans et menace d'une explosion vio-lente et extraordinaire, ce qui fait craindre un tremblement de terre, un débordement d'eau.
Feu, trembler terre, eau. Maleureuse note.

